

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 15/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GCP AUTOMOBILES GARAGE CARLONI**

29 rue du Colonel Moll  
93350 Le Bourget

Code AIOT : 0007408468

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement GCP AUTOMOBILES GARAGE CARLONI implanté 29 RUE DU COLONEL MOLL 93350 Le Bourget. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit à la fois dans l'action régionale JOP 2024 et dans le Programme Pluriannuel de Contrôle de l'Inspection pour l'année 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GCP AUTOMOBILES GARAGE CARLONI
- 29 RUE DU COLONEL MOLL 93350 Le Bourget
- Code AIOT : 0007408468
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GCP Automobiles est une structure assurant la dépollution de VHU. Le site reçoit, en moyenne, 1 VHU par jour. L'activité de dépollution se fait dans le sous-sol du Garage Carloni, sur une surface d'environ 40 m<sup>2</sup>.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais            |
|----|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| 1  | Conformité de l'installation.                                       | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3        | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                           |
| 3  | Localisation des risques.                                           | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8        | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                           |
| 4  | Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.                | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9        | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                           |
| 6  | Installations électriques.                                          | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                           |
| 7  | Systèmes de détection et d'extinction automatiques.                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19       | Demande d'action corrective                                                                                                | 4 mois                           |
| 8  | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.                      | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20       | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                           |
| 9  | Plans des locaux et schéma des réseaux.                             | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21       | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                           |
| 10 | Consignes d'exploitation.                                           | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22       | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                           |
| 11 | Rétentions                                                          | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                           |
| 12 | — Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.              | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV. | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                           |
| 14 | Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.  | Demande d'action corrective                                                                                                | Dès réception du présent rapport |
| 22 | Registre et traçabilité.                                            | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                           |
| 23 | Trackdéchets                                                        | Décret du 25/03/2021, article 1-II                 | Demande d'action corrective                                                                                                | Dès réception du présent         |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    |                   |                         |                                                                                                                            | rapport               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                             | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Poussières                                                           | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6         | Sans objet        |
| 5  | Caractéristique des sols.                                            | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10        | Sans objet        |
| 13 | Déchets entrants.                                                    | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40        | Sans objet        |
| 15 | — Entreposage des pneumatiques                                       | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.  | Sans objet        |
| 16 | — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v... | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III. | Sans objet        |
| 17 | Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution  | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV.  | Sans objet        |
| 18 | Dépollution, démontage et découpage.                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42        | Sans objet        |
| 19 | Dépollution, démontage et découpage.                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I.   | Sans objet        |
| 20 | — Opérations après dépollution                                       | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > II.  | Sans objet        |
| 21 | Déchets sortants.                                                    | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43        | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant :

Sous un délai de 4 mois :

- de mettre en place, sous un délai de 4 mois, un dispositif de détection de fumées, judicieusement dimensionné, au niveau de l'aire de dépollution des VHU ;

Sous un délai de 3 mois :

- de transmettre un plan des réseaux (eaux usées, eaux pluviales et exutoires) à l'Inspection ;
- de respecter la périodicité minimale de contrôle des émissions sonores (au moins 6 ans) et d'effectuer, sous un délai de 3 mois, des mesures d'émergence et du niveau de bruit à proximité de ce site selon la méthode citée à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 et de transmettre les résultats à l'Inspection.

Sous un délai d'1 mois :

- de transmettre à l'Inspection un plan du site mis à jour indiquant clairement les différentes zones et installations au sein de ce dernier ;
- de faire réaliser un plan conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 et de signaler par le biais d'un panneau les zones à risque et les risques encourus ;
- d'établir un registre des produits dangereux présents au sein de l'installation ainsi qu'un plan du stockage desdits produits ;
- d'afficher un plan des locaux décrivant les dangers présents au sein de l'installation à destination des secours ;
- de se renseigner auprès de la mairie du Bourget pour connaître le nombre, la position, le débit et l'entretien des points d'alimentation en eau à proximité du site ;
- d'afficher l'intégralité des consignes prévues à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 dans le local de dépollution ;
- de transmettre le registre prévu à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 ;
- de transmettre le dernier rapport de vérification des installations électriques ;
- de transmettre le rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie à l'Inspection.
- de transmettre les formulaires D9/D9a permettant de déterminer les besoins en rétention et le volume d'eau nécessaire à l'extinction pendant 2 heures.

Dès réception du présent rapport :

- de ne pas entreposer de véhicules réparables dans la zone destinée aux VHU ;
- de respecter la distance de 4 m à entre la zone destinée aux VHU et les véhicules destinés au garage ;
- de renseigner la base de données Trackdéchets avec les déchets dangereux entrant dans l'installation et sortant de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de l'installation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant possède un plan, assez ancien, de l'installation. Le plan est très sommaire et n'a pas été mis à jour depuis la demande du rapport du 02/11/2017.                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois, de transmettre à l'Inspection un plan du site mis à jour indiquant clairement les différentes zones et installations au sein de ce dernier.                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

### N° 2 : Poussières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Envol des poussières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :<br><br>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;<br>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.<br><br>Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

|                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------|
| Le site est globalement propre et nettoyé régulièrement par l'exploitant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                              |

**N° 3 : Localisation des risques.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne possède pas de tel plan, ni de signalisation indiquant les zones à risque. Toutefois, les produits dangereux ne sont présents sur site qu'en quantité très limitée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois, de faire réaliser un tel plan et de signaler par le biais d'un panneau les zones à risque et les risques encourus.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 4 : Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des produits dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne possède pas de tels registres, mais les produits dangereux qu'il possède sont en quantités très faibles (de l'huile notamment). Il ne possède pas de plan des stockages de produits dangereux.<br><br>Les huiles sont stockées puis repris par Chimirec.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois, d'établir un registre des produits dangereux présents au sein de son installation ainsi qu'un plan du stockage desdits produits                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 5 : Caractéristique des sols.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Imperméabilité des sols                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.                   |
| <b>Constats :</b><br><br>Les sols de l'installation semblent étanches. La dépollution se fait dans un local souterrain sans autre ouverture sur l'extérieur que l'entrée du local. Ce dernier, d'après les estimations de l'Inspection, fait environ 4 m de hauteur, sur 30 m de longueur et 10 m de largeur, apportant un |

|                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| volume potentiel de rétention d'au moins 1 200 m <sup>3</sup> ce qui est nettement suffisant pour la faible superficie de l'aire dédiée à la dépollution (environ 40 m <sup>2</sup> ). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                           |

**N° 6 : Installations électriques.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le rapport de vérification des installations électriques. Le chauffage des locaux est au gaz (partie carrosserie à l'étage), la partie dépollution souterraine n'est pas chauffée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois, de transmettre son dernier rapport de vérification des installations électriques.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 7 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br>Il n'y a pas de système de détection de fumée au sein de l'installation.                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai de 4 mois, de mettre en place un dispositif de détection de fumées, judicieusement dimensionné, au niveau de l'aire de dépollution des VHU. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 8 :** Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

Un système d'alarme actionné par les employés permet d'alerter le personnel au sein de l'installation en cas d'incendie. C'est le personnel qui appelle les secours. En cas de départ d'incendie en dehors des heures ouvrées, l'exploitant dispose d'une caméra sur son site. L'exploitant possède des extincteurs sur site, qui ont été vérifiés pour la dernière fois le 28/05/2024 par IP2S. Le rapport n'était pas encore édité à la date de la visite.

L'exploitant a affiché sur site un plan et des consignes d'évacuation.

Il n'a pas de plan des locaux avec une description des dangers à l'attention des secours.

Il y aurait des points d'eau à proximité mais leur débit est inconnu.

L'exploitant ne réalise pas de découpe au chalumeau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois:

- d'afficher un plan des locaux décrivant les dangers présents au sein de l'installation à destination des secours ;
- de se renseigner auprès de la mairie du Bourget pour connaître le nombre, la position, le débit et l'entretien des points d'alimentation en eau à proximité du site
- de transmettre le rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie à l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Plans des locaux et schéma des réseaux.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Schéma des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne possède pas de schéma des réseaux, mais il ne possède ni vanne manuel, ni bouton poussoir. Le souterrain dans lequel il effectue les opérations de dépollution ne semble pas avoir d'exutoire.                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de transmettre un plan des réseaux (eaux usées, eaux pluviales et exutoires) à l'Inspection.                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 10 : Consignes d'exploitation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- les modes opératoires ;</li><li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les consignes affichées sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;</li><li>• la procédure d'alerte et les numéros de téléphone d'urgence</li></ul><br>L'intégrité des fûts et des bacs au sein du site est vérifiée semestriellement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois, d'afficher l'intégralité des consignes prévues dans le présent article dans le local de dépollution.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Obturation des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;- les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les estimations de l'Inspection, le souterrain fait environ 4 m de hauteur, sur 30 m de longueur et 10 m de largeur, apportant un volume potentiel de rétention d'au moins 1 200 m<sup>3</sup> ce qui est nettement suffisant pour la faible superficie de l'aire dédiée à la dépollution (environ 40 m<sup>2</sup>).</p> <p>Toutefois l'exploitant ne dispose pas de formulaire D9/D9a permettant de déterminer les besoins en rétention et le volume d'eau nécessaire à l'extinction pendant 2 heures.</p> <p>A noter que l'exploitant avait précisé travailler avec un prestataire externe : ECSE pour la rédaction de ses plans.</p> <p>Également qu'il devait nous confirmer si le volume peut contenir au moins 2 heures d'eaux incendies.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le souterrain est bien étanche et ne comporte pas d'exutoire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant sous un délai d'1 mois de transmettre les formulaires D9/D9a permettant de déterminer les besoins en rétention et le</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| volume d'eau nécessaire à l'extinction pendant 2 heures.              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                 |

**N° 12 :** — Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'émergence                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de vérification des émissions sonores, émis par la société ECSE, date de 2016, et n'est donc plus valable. Ce rapport n'indiquait toutefois aucune non-conformité.</p> <p>Les horaires d'activité sont de 08h-12h30 et 14h-18h du lundi au vendredi et uniquement le samedi matin. Il n'y a pas d'activité la nuit. L'exploitant n'a jamais fait l'objet de plaintes jusqu'à présent.</p>                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant de respecter la périodicité minimale de contrôle des émissions sonores (au moins 6 ans) et d'effectuer, sous un délai de 3 mois, des mesures d'émergence et du niveau de bruit à proximité de ce site selon la méthode citée dans le présent article et de transmettre les résultats à l'Inspection.</p>                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 13 :** Déchets entrants.

|                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 40                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prise en charge des déchets                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage. Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont</p> |

|                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Les VHU sont ramenés par l'exploitant lui-même pendant les heures d'ouverture de l'installation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                              |

**N° 14 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des VHU                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions. |
| <b>Constats :</b><br><br>Il n'y a pas d'empilement de VHU au sein du site. Toutefois, des véhicules à destination du garage (non considérés comme VHU) sont entreposés à moins de 4 m de la zone de dépollution. Un véhicule réparable se situe même, exceptionnellement, au milieu de la zone de dépollution. Cette dernière est facilement identifiable.                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, dès réception de ce rapport: <ul style="list-style-type: none"> <li>• de ne pas entreposer de véhicules réparables dans la zone destinée aux VHU;</li> <li>• de respecter la distance de 4 m à entre la zone destinée aux VHU et les véhicules destinés au garage.</li> </ul>                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 15 : — Entreposage des pneumatiques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pneumatiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque |

|                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.                    |
| <b>Constats :</b><br><br>Les pneumatiques sont entreposés dans un endroit spécifique. La hauteur de stockage ne dépasse pas 3 m et le volume de stockage est inférieur à 300 m <sup>3</sup> . |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                  |

**N° 16 : — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des pièces et fluides                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation. L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant possède des fûts et des conteneurs séparés pour les fluides et les batteries. L'exploitant ne conserve pas les pièces détachées, uniquement la carrosserie si celle-ci est réutilisable, car ils sont carrossiers. Ils retirent donc uniquement les fluides ; puis le reste va en casse. Les fûts et conteneurs ne sont pas toujours clairement étiquetés. L'enlèvement des fûts et des conteneurs se fait tous les 2-3 mois en moyenne par la société CHIMIREC.<br><br>L'exploitant possède des produits absorbants en cas de déversement accidentel.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant que les fûts et les conteneurs doivent être clairement identifiés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 17 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution**

|                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > IV. |
|-------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des VHU                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public. |
| <b>Constats :</b><br><br>Il n'y a pas d'empilement de véhicules au sein du site.<br>La prescription susvisée est respectée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 18 :** Dépollution, démontage et découpage.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de dépollution                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Il y a une ventilation naturelle sur site, car l'accès vers l'extérieur destiné à faire rentrer les véhicules dans le souterrain est ouvert en permanence lors des heures ouvrées. Il n'y a pas de processus d'habilitation, mais l'exploitant connaît le personnel qui travaille sur les VHU, en l'occurrence l'exploitant lui-même et un collaborateur. La dépollution est réalisée avant toute autre opération. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 19 :** Dépollution, démontage et découpage.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Segmentation de la dépollution                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :<br>- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;<br>- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- le verre est retiré ;</li> <li>- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;</li> <li>- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</li> <li>- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;</li> <li>- les pneumatiques sont démontés ;</li> <li>- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;</li> <li>- les pots catalytiques sont retirés.</li> </ul> <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les étapes de dépollution sont respectées par l'exploitant. Ce dernier indique toutefois que le verre n'est retiré que lorsque cela est possible (en fonction des dommages subis par le véhicule) et que les airbags sont rarement encore en place dans les véhicules réceptionnés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 20 : — Opérations après dépollution**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 &gt; II.</p>                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cisaillage et pressage</p>                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'aire dédiée aux activités de cisaillage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de cisaillage ou de pressage au sein du site.</p>                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 21 : Déchets sortants.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43</p>                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Enlèvement des déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :<br>- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;<br>- les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les déchets dangereux sont enlevés par CHIMIREC qui transmet des Bordereaux de Suivi de Déchets.                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 22 : Registre et traçabilité.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre et traçabilité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué. |
| <b>Constats :</b><br><br>Ce registre existerait selon l'exploitant, mais il n'a pas été présenté à l'Inspection lors de la visite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'1 mois, de transmettre le registre décrit dans le présent article.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Décret du 25/03/2021, article 1-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Trackdéchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'utilise pas Trackdéchets, et pensait que remplir le registre était à la charge des sociétés exutoires (ici CHIMIREC et DERICHEBOURG). Or, d'après le 1° de l'article ci-dessus, les expéditeurs de déchets dangereux doivent également remplir le registre informatisé.</p> <p>L'Inspection note que certaines pièces sont parfois réemployées au sein du garage contigu à l'installation de dépollution.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, dès réception de ce rapport, de renseigner la base de données Trackdéchets avec les déchets dangereux entrant dans l'installation et sortant de l'installation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |